



## CONVENTION

### IBLA/CP4-18-19

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommé « l'État », représenté par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ci-après dénommé « le ministre »,

d'une part,

et

l'association sans but lucratif IBLA, *Institut für Biologisches Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg a.s.b.l.*, représentée par Monsieur Claude Felten, Président et Madame Stéphanie Zimmer, directrice, ci-après dénommé « le contractant »

d'autre part,

considérant, en général, la volonté de l'Etat de soutenir les activités de recherche et de développement de haut niveau ainsi que de transfert technologique visant à promouvoir le progrès scientifique ou l'innovation technologique ;

il est convenu ce qui suit :

#### **Art. 1er - Objet**

L'objet de la présente convention consiste à définir le cadre général concernant les conditions et modalités d'attribution et de versement de la contribution financière de l'État en vue de la réalisation des activités du contractant.

Le numéro de référence attribué au présent contrat est IBLA/CP4-18-19.

Les objectifs à atteindre dans la mise en œuvre des activités du contractant ainsi que les indicateurs de performance y relatifs sont décrits à l'annexe, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Sous réserve du versement au contractant de la contribution financière telle que prévue par la présente convention, le contractant s'engage :

- i) à prendre les dispositions adéquates et raisonnables pour l'atteinte des objectifs prévus ;
- ii) à fournir toutes les données détaillées demandées par le ministre aux fins de la bonne gestion des activités visées ;
- iii) à informer le ministre de tout événement pouvant avoir une incidence directe sur l'atteinte des objectifs prévus ;
- iv) à fournir au ministre, et à tout autre organisme ou particulier dûment mandaté par celui-ci, les informations demandées dans le cadre des contrôles et des audits ;
- v) à participer activement aux activités de contrôle et de suivi.

Le contractant s'engage à appliquer pour la politique tarifaire relative à ses activités une démarche intégrant le modèle des coûts intégraux.

## **Art. 2 - Durée**

La présente convention est conclue avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour une durée de 24 mois.

## **Art. 3 - Financement**

Eu égard à l'intérêt de la réalisation des activités visées à l'annexe, l'État accorde dans le cadre de la présente convention, dans la limite des moyens budgétaires disponibles et par imputation au crédit budgétaire dédié au ministère ayant dans ses attributions la recherche dans le secteur public, dénommé ci-après « le ministère », une contribution financière de 250.000 € (deux cent cinquante mille euros)

Cette contribution n'exclut pas l'attribution de moyens financiers publics supplémentaires, en provenance d'autres crédits budgétaires.

Les contributions financières annuelles de l'État s'établissent comme suit :

- pour l'exercice 2018 : 120.000 €
- pour l'exercice 2019 : 130.000 €

Les contributions annuelles se font en quatre tranches :

- une première tranche de 30 % du montant annuel à verser le 15 février de chaque année, sous condition de remise par le contractant du rapport dit annuel visé à l'article 6 ;  
La première tranche de la dotation 2018 est sujette à la remise du rapport d'activités de 2017 en langue française, structuré en deux parties : (a) « Rapport d'activités », texte libre non exhaustif reprenant les éléments marquants de l'année, et (b) « Indicateurs », comprenant les résultats provisoires des indicateurs de performance non financiers et financiers, et les indicateurs d'évolution des ressources humaines choisis de commun accord entre le ministère et le contractant.
- une deuxième tranche de 30 % du montant annuel à verser le 15 mai de chaque année ;
- une troisième tranche de 20 % du montant annuel à verser le 15 août de

- chaque année ;
- le solde (de 20 %) à verser le 15 octobre de chaque année, sous condition de remise par le contractant de l'intégralité des rapports visés à l'article 6.

#### **Art. 4 - Modalités de gestion**

La contribution financière de l'État est réservée à l'exécution des activités visées par l'annexe en vue d'atteindre les objectifs décrits en cette annexe.

Le contractant déclare qu'il est ou sera en mesure d'effectuer les travaux prévus en vue d'atteindre les objectifs précités, pour autant que la mise en œuvre suive le plan prévu, notamment en ce qui concerne la mise à disposition de la contribution financière de l'Etat.

#### **Art. 5 – Engagements du contractant**

Le contractant s'engage, d'une part, sur les indicateurs clés de performance qui traduisent l'orientation stratégique pour les années 2018 et 2019 et, d'autre part, sur la mise en œuvre de politiques ciblées en vue de l'atteinte de ces objectifs.

L'intégrité scientifique étant indispensable aux chercheurs et à leurs institutions, le contractant veillera à mettre en œuvre des règles internes de bonne pratique scientifique, comprenant notamment des efforts de prévention ainsi qu'une procédure à suivre en cas de manquement à l'intégrité. A cet effet, le contractant s'engage à collaborer avec la *Luxembourg Agency for Research Integrity a.s.b.l.*

#### **Art. 6 - Rapports**

Le contractant remettra au ministère aux dates suivantes et selon les modalités décrites ci-après un rapport sommaire résumant les activités de l'année considérée et la progression dans l'atteinte des objectifs (maximum 10 pages), comprenant notamment un tableau de bord des indicateurs de performance décrits à l'annexe de la présente convention :

- Pour le 1er février de l'année suivant l'exercice visé : le rapport d'activités annuel en langue française, structuré en deux parties :
  - a) « Rapport d'activités », texte libre non exhaustif, reprenant les éléments marquants de l'année, et
  - b) « Indicateurs », comprenant les résultats provisoires des indicateurs de performance non financiers et financiers, et les indicateurs d'évolution des ressources humaines choisis de commun accord entre le ministère et le contractant.
- Pour le 1er mai au plus tard de l'année suivant l'exercice visé : les indicateurs financiers et non financiers, après validation par le conseil d'administration.

Des annexes au rapport fourniront les pièces à l'appui du tableau de bord des indicateurs de performance et toute autre pièce jugée pertinente.

Pour le 1<sup>er</sup> mai 2020, le contractant remet au ministre un rapport sur l'exécution de la présente convention au regard des objectifs poursuivis incluant une présentation chiffrée des indicateurs et un descriptif des activités réalisées.

#### **Art. 7 - Suspension du versement des contributions**

Le versement des contributions de l'État au contractant, tel que prévu par la présente convention, sera suspendu au cas où l'un des rapports précités n'a pas été fourni.

#### **Art. 8 - Inexécution, retards ou défaillances**

Le contractant signale sans délai au ministre, en lui fournissant toute précision utile, tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de la présente convention. Les parties contractantes fixent d'un commun accord les mesures à prendre.

L'exécution des activités en vue de l'atteinte des objectifs ainsi que des indicateurs de performance prévus par la présente convention peut être suspendue en raison de la survenance d'un événement de force majeure. Le contractant avertit immédiatement le ministre de la survenance d'un événement de force majeure en indiquant la nature, la durée probable et les conséquences prévisibles dudit événement.

Le contractant peut proposer au ministre de suspendre l'exécution de la présente convention en tout ou en partie si un événement de force majeure ou des circonstances exceptionnelles rendent son exécution excessivement difficile ou coûteuse. Le contractant doit informer sans délai le ministre de ces circonstances et fournir des informations précises relatives à l'événement en question ainsi qu'une estimation de la date prévue pour la reprise des travaux.

Les travaux ainsi suspendus peuvent être repris lorsque les deux parties sont convenues de leur poursuite.

#### **Art. 10 - Contrôle**

Le contractant conservera, pendant une période de cinq ans après l'échéance finale de la période couverte par la présente convention, l'original ou, dans des cas exceptionnels dûment justifiés, les copies certifiées conformes de l'original de tous les documents concernant la présente convention. Durant l'exécution d'audits dans le cadre de la présente convention, ces documents seront mis sur demande à la disposition des personnes chargées de ces audits.

#### **Art. 11 - Modifications de la convention et de l'annexe**

Les dispositions de cette convention pourront être modifiées d'un commun accord entre les parties, moyennant un avenant écrit à cette convention.



### **Art. 12 - Droits et revenus**

Les droits de propriété intellectuelle découlant des activités du contractant dans le cadre de la présente convention sont sa propriété exclusive. Les revenus générés par des produits, procédés ou services résultants des activités du contractant lui sont attribués.

### **Art. 13 - Diffusion des connaissances**

Sans préjudice des dispositions d'accords de confidentialité conclus par le contractant avec des tiers, l'État a le droit d'informer des tiers de l'objet des travaux visés par la présente convention, de leur état d'avancement et de leurs résultats, soit par la diffusion de rapports généraux, sommaires et sous forme agrégée, sur tout support au choix du ministère à l'inclusion des moyens informatiques, soit à tout autre niveau de détail, après accord écrit du contractant.

### **Art. 14 - Droit applicable et juridiction compétente**

La présente convention est soumise au droit luxembourgeois et tout litige en relation avec la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le **12 JUIN 2018** en autant d'exemplaires que de parties.

Pour le contractant,



Claude FELTEN  
Président

Pour l'État, représenté par le Gouvernement,



Marc HANSEN  
Ministre délégué à l'Enseignement supérieur  
et à la Recherche



Stéphanie ZIMMER  
Directrice

## Annexe

### **1. « Mission statement »**

IBLA, the Institute for Organic Agriculture Luxembourg a.s.b.l., sees its aims and objectives of its efforts, as defined in articles 3 and 4 of the bylaws, in research, agricultural consultancy, training, policy support and dissemination on the subject of organic agriculture. These aims will be achieved through:

- The research and development of practical methods for organic agriculture, while considering nutritional, environmental and socio-economic aspects
- The exploration of society-relevant aspects of agriculture
- The operation of an agricultural consultancy department for farmers with the aim of promoting organic agriculture
- The promotion of information for producers and consumers on organic agriculture as well as promotion of cooperation between the different actors of the field (producers, trade and consumers)
- The promotion of education and training in organic agriculture at the Luxembourgish schools and training centers.

In other words:

IBLA, Institute for Organic Agriculture Luxembourg a.s.b.l., is a competence centre in the field of research and agricultural consultancy for organic agriculture in Luxembourg. The main focus is not only on applied research but also on the quick transfer of findings and knowledge into practice through agricultural consultancy, seminars, demonstration field trial visits, expertise and various modern documentation tools.

#### **Vision:**

We envision a world where we can produce high quality food while simultaneously protecting the natural environment through farming in respect of nature.

We believe that such a sustainable farming system can be achieved through organic agriculture.

#### **Mission:**

Improving and supporting organic agriculture through research, consulting and dissemination, thus making agriculture more performant and resilient.

This will empower farmers to implement sustainable farming practices in Luxembourg.

### **2. Objectives for 2018-2019**

In 2015 and 2016 the institute has improved its scientific output through the establishment of the scientific advisory board and of national and international collaborations. In 2017, the institute strengthened these collaborations by elaborating and writing new research project proposals in cooperation with them. Furthermore, IBLA increased the number of personnel from 5 to 8 persons in 2017, early 2018. For 2018-19, we will continue with these trends. We will continue, with our partners, to seek international and national funding for research projects (e.g. European Innovation Partnership Program (EIP), Horizon 2020, TWINNING, CORE Organic, Oeuvre National de Secours Grande-Duchesse Charlotte). Furthermore, the

institute aims to continue to receive contractual funding from different Luxembourgish Ministries (Ministère de l'agriculture, de la viticulture et de la protection des consommateurs (MA), Ministère du développement durable et de l'infrastructure (MDDI)).

An important objective for the next couple of years is to strengthen the research area of sustainability assessment of agricultural systems by building on training opportunities from 2016 and pilot studies from 2017. This subject matter will be the focus of a PhD thesis being conducted at IBLA (as the host institute) by an IBLA employee. Further development opportunities will also be given to IBLA personnel through their partaking at scientific conferences, field days, seminars, etc. Furthermore, IBLA will continue to offer further training opportunities through hosting interns or supervising PhD, Master or Bachelor students as part of the current research projects.

Another important objective is the continued quick transfer of scientific findings from the research department to the practice/ the farmers through the organization of field days and seminars. The institute will continue with the „IBLA innovation group agriculture”, where the two departments of IBLA will discuss further research needs with Luxembourgish farmers. The cooperation with the farmers in this group will also be the basis for the development of project proposals for the funding programme “European Innovation Partnership”. Finally, IBLA will build on the workshop with Tiime from 2017 and conduct an internal workshop. The aim of this workshop is to further develop the IBLA Business Model Canvas and set concrete goals for the further development of IBLA for the next 5-10 years.

### 3. Activities and scientific research areas

The institute's two main areas of activity are:

- Research and development
- Organic extension services

In the field of research and development, the main research areas are:

- Circular economy of agriculture
- Sustainability assessment of agricultural systems
- Crop production
- Plant breeding
- Animal nutrition

### 4. Performance indicators

#### 4.1 Third party funding:

Third party funding	2018	2019
Contractual funding	140.000 €	160.000 €
Competitive funding	60.000 €	80.000 €
<b>TOTAL</b>	<b>200.000 €</b>	<b>240.000 €</b>



- Competitive funding

The institute aims to receive 140.000 € in competitive funding in 2018 and 160.000 € in 2019.

*Definition: This indicator includes revenues from international research programmes as well as all revenues from the FNR. International research programmes are defined as programmes with scientific evaluation following a call for proposals.*

- Contractual funding

The institute aims to receive 60.000 € in contractual funding in 2018 and 80.000 € in 2019.

*Definition: Activity conducted at the request of a donor, based on a contract or a comparable privity*

## **5.2 Scientific publications for the period 2018-2019**

Number of scientific publications: 10

thereof 10% in the top Q1 publications of the domain "Agricultural and Biological Sciences"

*Q1: based on Journalmetrics (Scopus) or Web of Science (Thomson). In case of difference in the classification of both reference lists, the most favorable classification will be considered..*

## **5.3 Active participation at international scientific conferences (poster or oral presentations) for the period 2018-2019**

Number of active participations at international scientific conferences: 8

## **5.4 Dissemination activities for the period 2018-2019**

- Presentation of the research projects and dissemination of the research results directly to the practice: 10 activities
- Promoting science to the public: 2 activities
- Teaching at Universities: 22 hours

## **5.5 Structural indicators for the period 2018-2019**

- To deepen and widen our research network:  
The aim of these objectives is to strengthen the national and international collaborations as well as establish new partnerships, especially through the collaboration and networking with FiBL Europe.
- Further development of the academic environment at IBLA